

[Text]

how widespread that would be, but trade training standards are fairly high, particularly in some parts of the industry and country.

**Mr. Saunders:** Mr. Chairman, I just might comment that on my way to Ottawa from Vancouver I flew with a fellow contactor from New York, and he was commenting on the skill of the Canadian craftsmen in relationship to the American craftsmen and we can hold our heads up with the best of those in the United States.

**Mr. Mahoney:** I presume that we have some investment that has achieved that degree of skill that should also be a factor in our... Thank you, Mr. Chairman.

**Mr. Cornish:** Mr. Chairman, if I could comment further on Mr. Mahoney's question, I think the question also arises of a migration of small businessmen from regions not out of the country but from region to region in Canada. And I would say in the Maritimes this is of grave concern, because I think when you look at the total tax package, in New Brunswick we now have the highest provincial income tax, equal to the highest sales tax in Canada; gasoline taxes are the highest. Now when you take the total package along with something like the split rate of corporate tax, obviously people of initiative are going to look around and see which has the better climate within Canada to start a small business and I have a grave fear, as have a lot of small businessmen—because let us face it; our area with one or two notable exceptions is small business—that we could be involved in a sort of economic separatism.

**Mr. Mahoney:** I gather from the signal that my time is up, Mr. Chairman.

**The Chairman:** Dr. Ritchie.

**Mr. Ritchie:** Mr. Chairman, through you I will ask some questions on depreciation, five, twelve, thirteen, fourteen, fifteen. If as suggested in the White Paper there are appreciable changes in depreciation for calculation of income, this makes this portion of the White Paper very much up in the air, sort of, does it not? Material changes in depreciation rates

[Interpretation]

entraînés comparativement à ceux des États-Unis. Je ne puis vous dire jusqu'où cette situation est généralisée, mais les normes professionnelles de formation sont particulièrement élevées chez nous particulièrement dans certaines parties de l'industrie et du pays.

**M. Saunders:** Monsieur le président, je dirais simplement que lorsque je me suis rendu de Vancouver à Ottawa, j'ai voyagé en avion avec un confrère entrepreneur de New York et il m'a indiqué ce qu'il pensait de la compétence des ouvriers canadiens par rapport à celle des américains et nous pouvons nous comparer aux meilleurs des américains.

**M. Mahoney:** Je suppose qu'il y a certains investissements qui ont permis d'atteindre ce degré de compétence et qu'il devrait aussi être un facteur dans notre...  
Merci, monsieur le président.

**M. Cornish:** Monsieur le président, si vous me permettez d'ajouter quelque chose au sujet de la question posée par M. Mahoney, je crois que la question se pose aussi au sujet de la migration des petites entreprises de régions en régions non pas vers l'étranger mais au Canada même. Je dirais même que dans les provinces Maritimes ceci est un grave sujet d'inquiétude car si vous examinez l'ensemble de l'imposition au Nouveau-Brunswick, nous avons actuellement la plus haute imposition sur le revenu provincial, également la plus haute taxe de ventes au Canada et les taxes sur l'essence sont les plus élevées. Puis, lorsqu'on considère l'ensemble de ces impôts ajouté à quelque chose dans le genre du taux scindé de l'impôt sur les sociétés, naturellement les personnes qui ont de l'initiative vont commencer à chercher et à voir où il vaut mieux commencer une petite entreprise au Canada, où les conditions sont les meilleures et je crains bien que notre région—sauf une ou deux exceptions dans le domaine des petites entreprises—pourront bien souffrir d'une sorte de séparatisme économique.

**M. Mahoney:** Je suppose que d'après le signe que l'on me fait j'ai utilisé tout le temps qui m'était alloué, monsieur le président.

**Le président:** Monsieur Ritchie.

**M. Ritchie:** Monsieur le président, je me permettrai par votre entremise de poser quelques questions qui concernent la dépréciation à savoir sur cinq, douze, treize, quatorze, quinze. Si, comme préconisé dans le Livre blanc, on apporte des modifications importantes qui concernent la dépréciation aux fins du calcul du revenu, est-ce qu'il ne vous